

nable ami d'Antigonish-Guysborough à propos des incidents que je viens de mentionner. Je considère, pour les raisons que j'ai indiquées, que ce n'est pas le moment de discuter certains articles du tarif qui viendront nécessairement sur le tapis au cours des négociations et, de plus, il serait peu sage de la part du ministre des Finances de prendre part à un débat, si court qu'il soit, à ce sujet quelques jours ou quelques semaines seulement avant la présentation du budget alors que toutes ces questions seront étudiées.

Mon honorable ami me croira, j'espère, quand je lui dis que, plus que n'importe qui et plus que lui-même, je souhaite que nous puissions conclure avec les Etats-Unis un accord commercial avantageux et permanent dont bénéficieront les peuples des deux pays. Cependant, si nous voulons y arriver et améliorer notre position, il ne faut pas troubler l'eau d'avance et j'espère qu'en faisant une telle comparaison, je n'offenserai personne, parce que je n'en ai nullement l'intention.

Dans ces circonstances, la résolution de mon honorable ami étant la même en principe que celle proposée par mon honorable ami d'Edmonton-Ouest, j'espère, qu'il ne m'obligera pas, pour les raisons que j'ai données à ce moment-là, à proposer un amendement comme celui que j'ai présenté en cette occasion, et qu'avec la largeur d'esprit dont il a fait preuve et qu'il pousse quelquefois à l'extrême limite, il reconnaîtra qu'il est plus sage et plus conforme aux intérêts du Canada de ne pas insister pour faire discuter sa résolution maintenant.

M. OLOF HANSON (Skeena): L'industrie de la pêche, au Canada, n'a pas reçu du Parlement la considération à laquelle elle a droit. Depuis longtemps, nous n'avons qu'un ministre intérimaire; cependant, depuis dix ans, les pêcheries posent chez nous des problèmes inconnus jusque-là au pays. Nous n'avons pas de ministres qui consacrent tout leur temps et toute leur attention à cette industrie en croissance, mais seulement des ministres intérimaires. Ils ne peuvent, nous nous en rendons compte, étudier ces problèmes avec l'attention qu'y apporterait un ministre à qui serait confié exclusivement ce soin. Cette industrie a assez d'importance, toutefois, pour mériter les services exclusifs d'un ministre.

L'auteur du projet de résolution (M. Duff) a énuméré les difficultés que rencontrent nos pêcheurs. Pour ma part, je signale au Gouvernement un approvisionnement essentiel aux pêcheurs de nos jours, c'est-à-dire l'essence, l'huile brute et l'huile de graissage. Ces articles sont absolument nécessaires à nos pêcheurs, pour qu'ils puissent soutenir avec succès la concurrence des pêcheurs américains.

Nous avons encore à surmonter l'obstacle d'un droit douanier de 2c. la livre sur notre poisson frais. Je n'en blâme pas le Gouvernement, mais j'espère que, puisqu'il a entamé des négociations avec les Etats-Unis, il abordera ce sujet.

Comme l'a dit le ministre des Finances, il ne convient guère d'étudier maintenant ces questions en détail. Il nous suffit d'avoir indiqué au Gouvernement les ennuis des pêcheurs.

Je propose le renvoi de la suite de la discussion.

(La motion est adoptée et la suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance.)

AGRICULTURE

PLAN QUINQUENNAL EN VUE DE L'ÉTABLISSEMENT DES JEUNES CULTIVATEURS SUR DES TERRES

M. J.-A. BRADETTE (Témiscamingue-Nord) propose une résolution ainsi conçue:

La Chambre est d'avis que le Gouvernement devrait sans retard mettre à l'étude l'élaboration d'un plan quinquennal visant à l'établissement des jeunes cultivateurs du pays sur des terres.

—J'apprécie fort l'occasion qui m'est offerte de parler de l'industrie fondamentale du pays, c'est-à-dire l'agriculture, et je crois avoir raison de consacrer quelques minutes à souligner l'importance de ma proposition. Dès l'abord, je cite cette vieille maxime qu'une nation trouve la source de sa vitalité dans sa population rurale et le fondement de sa prospérité dans l'agriculture. Au cours du dernier siècle, nous avons vu l'Etat industriel se superposer à l'agriculture. Nul doute qu'il en soit résulté pour la population agricole un lourd fardeau d'obligations financières et d'impôts.

Je désire exposer certains aspects du problème qui se pose à nos agriculteurs et indiquer le moyen que je crois propre à résoudre ce problème. L'agriculture est l'industrie fondamentale de tous les pays civilisés, comme la France, les Etats-Unis, le Japon, la Russie et j'ajoute l'Angleterre, bien que l'Angleterre soit fortement industrialisée. D'une façon générale, les industries fondamentales, les principales richesses de ces pays résident dans l'agriculture et l'exploitation forestière. Même l'Angleterre a été le théâtre d'une révolution agricole au cours des trois dernières années. Sous l'active direction du ministre de l'Agriculture, M. Elliot, la Grande-Bretagne s'efforce à se suffire elle-même en matière agricole. Est-ce dû aux pactes commerciaux de 1932 ou à l'industrialisation de tous les pays civilisés? Je n'aborderai pas ce point pour l'heure. Il reste toutefois que, comme dans les autres pays, nous nous trouvons actuellement en face d'un problème agricole, dont je veux exposer certains aspects.